

Si personne n'offre le montant de la mise à prix, le notaire provoquera une première offre par enchères dégressives, après quoi la vente se poursuivra par enchères.

Si le notaire instrumentant ne fixe pas de mise à prix, il peut octroyer une prime à l'enchérisseur qui offre le prix le plus élevé à la fin de la première séance. Cette prime s'élève à 1 % du montant offert. Cette prime n'est exigible que si le bien est adjugé définitivement à cet enchérisseur. Cette prime est à charge de la masse.

Les primes visées aux alinéas 4 et 6 sont considérées comme des frais de justice au sens de l'article 17 de la loi hypothécaire. »

Art. 6. L'article 1592 du même Code est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Dans tous les cas, les requérants peuvent, en raison de circonstances particulières soit prévoir dans le cahier des charges, soit décider séance tenante que la formalité de surenchère ne sera pas d'application. »

CHAPITRE 3. — *Disposition abrogatoire*

Art. 7. L'article 1588 du même Code est abrogé.

CHAPITRE 4. — *Disposition transitoire*

Art. 8. Ces dispositions sont applicables à toutes les ventes publiques dont l'acte fixant les conditions de vente a été reçu postérieurement au 1^{er} janvier 2010.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 15 mai 2009.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCQ

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCQ

—
Nota

(1) *Séance ordinaire 2008-2009.*

Chambre des représentants :

Documents parlementaires. — Proposition de loi de Mmes Smeyers et Schryvers et M. Terwingen, n° 1273/1. — Addendum, n° 1273/2. — Amendements, n° 1273/3 et 4. — Rapport, n° 1273/5. — Texte adopté par la commission, n° 1273/6. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 1273/7.

Compte rendu intégral : 2 avril 2009.

Sénat :

Document parlementaire. — Projet non évoqué par le Sénat, n° 4-1270/1.

Als niemand de instelprijs biedt, zal de notaris door afmijning een eerste bod uitlokken, waarna de verkoop wordt voortgezet bij opbod.

Wanneer de instrumenterende notaris geen instelprijs bepaalt, kan hij een premie toekennen aan dieieder die het hoogste bedrag biedt op het einde van de eerste zitting. Deze premie bedraagt 1 % van dit geboden bedrag. Deze premie is slechts opeisbaar indien het goed definitief wordt toegewezen aan dezeieder. Deze premie is ten laste van de verkoopsmassa.

De in het vierde en zesde lid bepaalde premies worden beschouwd als een gerechtskost zoals bepaald in artikel 17 van de Hypotheekwet. »

Art. 6. Artikel 1592 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een lid, luidende :

« In alle gevallen kunnen de verzoekers, wegens bijzondere omstandigheden, hetzij in de verkoopvoorwaarden vermelden, hetzij ter zitting beslissen dat de formaliteit van het hoger bod niet zal worden toegepast. »

HOOFDSTUK 3. — *Opheffingsbepaling*

Art. 7. Artikel 1588 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 4. — *Overgangsbepaling*

Art. 8. Deze bepalingen zijn van toepassing op alle openbare verkopen waarvan de akte houdende de verkoopvoorwaarden zijn verleden na 1 januari 2010.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 15 mei 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCQ

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCQ

—
Nota

(1) *Gewone zitting 2008-2009.*

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire bescheiden. — Wetsvoorstel van de dames Smeyers en Schryvers en de heer Terwingen, nr. 1273/1. — Addendum, nr. 1273/2. — Amendementen, nr. 1273/3 en 4. — Verslag, nr. 1273/5. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 1273/6. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 1273/7.

Plenaire verslag : 2 april 2009.

Senaat :

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat, nr. 4-1270/1.

SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE

F. 2009 — 2619

[S - C - 2009/22362]

2 JUILLET 2009. — Arrêté royal portant exécution de l'article 2bis, de l'arrêté royal du 18 novembre 1996 instaurant une assurance sociale en faveur des travailleurs indépendants en cas de faillite et des personnes assimilées, en application des articles 29 et 49 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal du 18 novembre 1996 instaurant une assurance sociale en faveur des travailleurs indépendants en cas de faillite et des personnes assimilées, en application des articles 29 et 49 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, l'article 2bis, inséré par la loi du 19 juin 2009 portant dispositions diverses en matière d'emploi pendant la crise;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID

N. 2009 — 2619

[S - C - 2009/22362]

2 JULI 2009. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 2bis, van het koninklijk besluit van 18 november 1996 houdende invoering van een sociale verzekering ten gunste van zelfstandigen, in geval van faillissement, en van gelijkgestelde personen, met toepassing van de artikelen 29 en 49 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit van 18 november 1996 houdende invoering van een sociale verzekering ten gunste van zelfstandigen, in geval van faillissement, en van gelijkgestelde personen, met toepassing van de artikelen 29 en 49 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, artikel 2bis, ingevoegd bij de wet van 19 juni 2009 houdende diverse bepalingen over tewerkstelling in tijden van crisis;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 juin 2009;

Vu l'accord de Notre Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 9 juin 2009;

Vu l'urgence;

Considérant que beaucoup d'indépendants rencontrent des difficultés financières du fait de l'actuelle crise économique;

Considérant que par cet arrêté royal, on vise l'amélioration la situation financière de ces indépendants afin d'ainsi leur éviter la faillite ou la déconfiture;

Considérant que la disposition légale susmentionnée doit être mise en œuvre immédiatement;

Considérant que de nombreuses préparations de nature administrative doivent être effectuées avant que les caisses d'assurances sociales puissent commencer le paiement des prestations.

Vu l'avis n° 46.939/1 du Conseil d'Etat, donné le 25 juin 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre des Indépendants et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté on entend par

1° « arrêté royal du 18 novembre 1996 » : l'arrêté royal du 18 novembre 1996 instaurant une assurance sociale en faveur des travailleurs indépendants en cas de faillite et des personnes assimilées, en application des articles 29 et 49 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la fiabilité des régimes légaux des pensions, confirmé par la loi du 13 juin 1997, comme modifié par la loi du 19 juin 2009 portant dispositions diverses en matière d'emploi pendant la crise;

2° « Caisse d'assurances sociales » : les caisses d'assurances sociales pour travailleurs indépendants visées à l'article 20, §§ 1^{er} et 3 de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants;

3° « loi relative au règlement collectif de dettes » : la loi du 5 juillet 1998 relative au règlement de dettes et à la possibilité de vente de gré à gré des biens immeubles saisis;

4° « loi relative à la continuité des entreprises » : la loi du 31 janvier 2009 relative à la continuité des entreprises.

Art. 2. Les indépendants en difficulté visés à l'article 2*bis*, alinéa 2, premier et deuxième tiret, de l'arrêté royal du 18 novembre 1996 peuvent, à leur demande, dans les conditions reprises à l'article 3, prétendre aux prestations visées audit arrêté, durant maximum six mois.

Art. 3. Pour bénéficier de la prestation visée à l'article 2, les travailleurs indépendants visés à l'article 2 doivent, au moment de la demande :

— soit, avoir obtenu du juge, entre le 1^{er} juillet 2009 et le 31 décembre 2009, l'homologation d'un plan de règlement amiable par la voie d'un règlement collectif de dettes ou s'être vu imposer un plan de règlement judiciaire par le juge, ou encore avoir obtenu l'adaptation ou la révision du plan, au sens de la loi relative au règlement collectif de dettes;

— soit, dans le cadre d'une réorganisation judiciaire, avoir obtenu du juge, entre le 1^{er} juillet 2009 et le 31 décembre 2009, un jugement qui déclare ouverte la procédure de réorganisation judiciaire, sauf application de l'article 40 ou de l'article 41 de la loi du 31 janvier 2009.

Les travailleurs indépendants ne peuvent obtenir les prestations visées à l'article 2 que s'ils :

1° prouvent leur assujettissement à l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants pendant les quatre trimestres qui précèdent le premier jour du trimestre suivant celui dans lequel la demande est faite;

2° ont été redevables pour la période visée au 1° des cotisations visées aux articles 12, § 1^{er}, et 13*bis*, § 2, 1°, de l'arrêté royal n° 38 précité;

3° ont, en Belgique, leur résidence principale, au sens de l'article 3, alinéa 1^{er}, 5°, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques;

4° ne peuvent pas prétendre à des revenus de remplacement.

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 juni 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 9 juni 2009;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat door de huidige economische crisis veel zelfstandigen ernstige financiële moeilijkheden ondervinden;

Overwegende dat met dit koninklijk besluit wordt beoogd de financiële situatie van deze zelfstandigen te verbeteren om zo het faillissement of kennelijk onvermogen te vermijden;

Overwegende dat daarom de bovengenoemde wettelijke bepaling onverwijld dient te worden uitgevoerd;

Overwegende dat er nog talrijke administratieve voorbereidingen dienen te gebeuren alvorens de sociale verzekeringsfondsen kunnen overgaan tot de betaling van de uitkeringen.

Gelet op het advies nr. 46.939/1 van de Raad van State, gegeven op 25 juni 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Zelfstandigen en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit verstaat men onder :

1° « het koninklijk besluit van 18 november 1996 » : het koninklijk besluit van 18 november 1996 houdende invoering van een sociale verzekering ten gunste van zelfstandigen, in geval van faillissement, en van gelijkgestelde personen met toepassing van de artikelen 29 en 49 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, bekrachtigd bij de wet van 13 juni 1997, zoals gewijzigd bij de wet van 19 juni 2009 houdende diverse bepalingen over tewerkstelling in tijden van crisis;

2° « sociale-verzekeringskas » : de sociale-verzekeringskassen voor zelfstandigen, bedoeld in artikel 20, §§ 1 en 3, van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen;

3° « wet betreffende de collectieve schuldenregeling » : de wet van 5 juli 1998 betreffende de collectieve schuldenregeling en de mogelijkheid van verkoop uit de hand van de in beslag genomen onroerende goederen;

4° « wet betreffende de continuïteit van de ondernemingen » : de wet van 31 januari 2009 betreffende de continuïteit van de ondernemingen.

Art. 2. De zelfstandigen in moeilijkheden die bedoeld zijn in artikel 2*bis*, tweede lid, eerste twee streepjes, van het koninklijk besluit van 18 november 1996, kunnen, op hun aanvraag, onder de in artikel 3 opgenomen voorwaarden, aanspraak maken op de in genoemd besluit bedoelde uitkeringen gedurende maximum zes maanden.

Art. 3. Om de in artikel 2 bedoelde uitkering te genieten, moeten zelfstandigen bedoeld in artikel 2 op het moment van de aanvraag :

— ofwel in het kader van een collectieve schuldenregeling van de rechter, tussen 1 juli 2009 en 31 december 2009, de homologatie van een minnelijke aanzuiveringsregeling verkregen hebben, een gerechtelijke aanzuiveringsregeling opgelegd geweest zijn of een aanpassing of herziening van de regeling verkregen hebben, in de zin van de wet betreffende de collectieve schuldenregeling;

— ofwel in het kader van een gerechtelijke reorganisatie van de rechter, tussen 1 juli 2009 en 31 december 2009, een vonnis tot openverklaring van de procedure van gerechtelijke organisatie verkregen hebben, tenzij toepassing van artikel 40 of artikel 41 van de wet van 31 januari 2009.

De zelfstandigen kunnen de in artikel 2 bedoelde uitkeringen enkel verkrijgen wanneer ze :

1° hun verzekeringplicht bewijzen in het kader van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen gedurende de vier kwartalen voorafgaand aan de eerste dag van het kwartaal volgend op datgene waarin de aanvraag wordt gedaan;

2° gedurende de onder 1° bedoelde periode de in artikel 12, § 1, en 13*bis*, § 2, 1°, van voormeld koninklijk besluit nr. 38 beoogde bijdragen verschuldigd zijn geweest;

3° in België hun hoofdverblijfplaats hebben, in de zin van artikel 3, eerste lid, 5°, van de wet van 8 augustus 1983 tot de regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen;

4° geen recht op een vervangingsinkomen kunnen laten gelden.

Art. 4. Les dispositions des articles 7bis, 8bis, 10bis de l'arrêté royal du 18 novembre 1996 sont également applicables.

Le bénéficiaire des prestations s'engage à signaler à l'organisme chargé du paiement des prestations tout événement susceptible d'entraîner la suppression des prestations précitées.

A défaut, la prestation prévue à l'article 2 devra être intégralement remboursée.

Tout changement dans les conditions visées à l'article 3, alinéa 2, 1° à 3°, produit ses effets, pour la prestation, le premier jour du mois qui suit celui de ce changement. En outre, cette prestation est suspendue pour tout le mois au cours duquel il peut être prétendu à des revenus de remplacement.

Art. 5. Sous peine de forclusion, la demande visée à l'article 2 doit être introduite avant le 1^{er} janvier 2010.

Art. 6. Selon que les personnes intéressées ont ou non au moins une personne à charge, au sens de l'article 225, § 1^{er}, alinéa 1^{er} er, 1° à 5°, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, le montant mensuel de la prestation en faveur des personnes visées à l'article 2, s'élève au montant mensuel de la pension minimum d'un travailleur indépendant qui remplit, selon le cas, les conditions de l'article 9, § 1^{er}, 1°, de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants, ou de l'article 9, § 1^{er}, 2°, du même arrêté.

Le paiement de la prestation mensuelle visée à l'alinéa premier débute le premier jour du mois suivant celui au cours duquel le travailleur indépendant a introduit sa demande. Lorsqu'au cours de cette période, les intéressés acquièrent une personne à charge ou cessent d'avoir une personne à charge au sens de l'article 225, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° à 5°, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 précité, le changement dans le montant mensuel s'opère à partir du mois qui suit cet événement.

Art. 7. Les dispositions de l'article 2 ne sont applicables que pour autant que la personne concernée n'ait pas manifestement organisé son insolvabilité, au sens de la loi relative au règlement collectif de dettes. Dans ce cas, les prestations dont elle aurait pu bénéficier à la suite de l'application de cet article doivent être récupérées par les organismes ayant payé ces prestations.

Les dispositions de l'article 2 ne sont applicables que pour autant que la personne concernée n'ait pas été condamnée sur base des articles 72 ou 73 de la loi relative à la continuité des entreprises. Dans ce cas, les prestations dont elle aurait pu bénéficier à la suite de l'application de cet article 2 doivent être récupérées par les organismes ayant payé ces prestations.

Art. 8. Les dispositions des articles 2 à 5 et 7 à 14 de l'arrêté royal du 6 juillet 1997 portant exécution de l'arrêté royal du 18 novembre 1996 s'appliquent également à l'égard des personnes visées par le présent arrêté.

La Caisse d'assurances sociales vérifie s'il est satisfait aux conditions visées aux articles 3, 5 et 7 du présent arrêté.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* et a la même durée de validité que celle de l'article 32 de la loi du 19 juin 2009 portant dispositions diverses en matière d'emploi pendant la crise.

Art. 10. Notre Ministre des Indépendants est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 juillet 2009.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Indépendants,
Mme S. LARUELLE

Art. 4. De bepalingen van de artikelen 7bis, 8bis, en 10bis van het koninklijk besluit van 18 november 1996 zijn eveneens van toepassing.

De begunstigde van de uitkeringen verbindt zich ertoe aan de instelling die belast is met de betaling van de uitkeringen elke gebeurtenis die mogelijkerwijze de opheffing van voormelde uitkeringen met zich meebrengt, mee te delen.

Bij gebreke hieraan zal de uitkering waarvan sprake in artikel 2 integraal dienen te worden terugbetaald.

Elke wijziging in de in artikel 3, tweede lid, 1° tot 3°, bedoelde voorwaarden heeft uitwerking, voor de uitkering, met ingang van de eerste dag van de maand die volgt op diegene van de wijziging. Bovendien wordt deze uitkering opgeschort gedurende de hele maand waarin er aanspraak kan worden gemaakt op een vervangingsinkomen.

Art. 5. Op straffe van verval moet de in artikel 2 bedoelde aanvraag worden ingediend vóór 1 januari 2010.

Art. 6. Naargelang de betrokkenen al dan niet minstens één persoon ten laste hebben, in de zin van artikel 225, § 1, eerste lid, 1° tot en met 5°, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, bedraagt het maandelijks bedrag van de uitkering ten gunste van de in artikel 2 bedoelde personen, het maandelijks bedrag van het minimumpensioen van een zelfstandige die, naargelang het geval, de voorwaarden van ofwel artikel 9, § 1, 1°, van het koninklijk besluit nr. 72 van 10 november 1967 vervult, ofwel van artikel 9, § 1, 2°, van hetzelfde besluit vervult.

De betaling van de in het eerste lid bedoelde maandelijks uitkering vangt aan op de eerste dag van de maand die volgt op die waarin de zelfstandige zijn aanvraag heeft ingediend. Wanneer de betrokkenen in de loop van deze periode een persoon ten laste krijgen of ophouden een persoon ten laste te hebben, in de zin van artikel 225, § 1, eerste lid, 1° tot en met 5°, van voormeld koninklijk besluit van 3 juli 1996 wordt de wijziging in het maandelijks bedrag uitgevoerd vanaf de maand die op die gebeurtenis volgt.

Art. 7. De bepalingen van artikel 2 zijn slechts van toepassing voor zover de betrokkene niet kennelijk zijn onvermogen heeft bewerkstelligd, in de zin van de wet betreffende de collectieve schuldenregeling. In dat geval moeten de uitkeringen waarvan hij genoten zou kunnen hebben ingevolge de toepassing van dat artikel, teruggevorderd worden door de instellingen die deze uitkeringen uitbetaald hebben.

De bepalingen van artikel 2 zijn slechts van toepassing voor zover de betrokkene niet veroordeeld is op grond van de artikelen 72 of 73 van de wet betreffende de continuïteit van de ondernemingen. In dat geval moeten de uitkeringen waarvan hij genoten zou kunnen hebben ingevolge de toepassing van dit artikel 2 teruggevorderd worden door de instellingen die deze uitkeringen uitbetaald hebben.

Art. 8. De bepalingen van de artikelen 2 tot en met 5 en 7 tot en met 14 van het koninklijk besluit van 6 juli 1997 tot uitvoering van het koninklijk besluit van 18 november 1996 zijn eveneens van toepassing op de in dit besluit bedoelde personen.

De sociale-verzekeringskas gaat na of aan de in de artikelen 3, 5 en 7 van dit besluit bedoelde voorwaarden is voldaan.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt en heeft dezelfde geldingsduur als artikel 32 van de wet van 19 juni 2009 houdende diverse bepalingen over tewerkstelling in tijden van crisis.

Art. 10. Onze Minister van Zelfstandigen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 juli 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Zelfstandigen,
Mevr. S. LARUELLE